

---

## Bulletin d'histoire politique

# La revanche des petites nations

Stéphane Paquin



---

Volume 10, Number 2, Winter 2002

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1060533ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1060533ar>

[See table of contents](#)

---

### Publisher(s)

Bulletin d'histoire politique  
Comeau & Nadeau Éditeurs

### ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

---

### Cite this article

Paquin, S. (2002). La revanche des petites nations. *Bulletin d'histoire politique*, 10(2), 163–177. <https://doi.org/10.7202/1060533ar>

---

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2002

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

---

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

# La revanche des petites nations

STÉPHANE PAQUIN

*Maître de conférences en relations internationales  
à l'Institut d'études politiques de Paris  
Visiting lecturer à l'Université Northwestern de Chicago*

Il n'y a pas si longtemps, la communauté épistémologique ne donnait pas longtemps à vivre aux petites nations comme le Québec, l'Écosse et la Catalogne. Sous les forces de la modernisation et, aujourd'hui, de la mondialisation, on ne voyait pas comment de petits ensembles culturels arriveraient à se reproduire. Au pire, pensait-on, les petites nations allaient se dissoudre dans de plus vastes ensembles, au mieux, elles allaient se folkloriser inexorablement comme les Cajuns en Louisiane. L'histoire est cependant imprévisible et c'est le contraire qui s'est produit. Les petites nations reprennent l'avantage, elles prennent leur revanche sur l'Histoire. Loin d'être assimilée, leur culture s'exporte dans le monde; loin d'être sous-développés, leur société civile et leur pluralisme associatif sont très denses. Leur niveau de vie par habitant caracole au sommet. Leur population est très instruite et, en Catalogne et au Québec, souvent bilingue voire trilingue. Pour ne prendre que l'exemple du Québec, aujourd'hui certains auteurs nous assurent que 94% des Québécois disent parler le français<sup>1</sup>. La moitié de la population active est bilingue. À Montréal, ce chiffre grimpe à 64%. De plus, 16% de la population québécoise est polyglotte. Le renversement de tendance est surprenant. Au niveau de l'éducation, 40% des 25 à 64 ans ont fait des études post-secondaires ce qui représente un des meilleurs taux des pays de l'OCDE. Si on ne parle que des enfants de la Révolution tranquille, le Québec se hisse au sommet.

Aujourd'hui, un Québec indépendant serait la quinzième puissance mondiale et se situerait parmi les dix premières en ingénierie, en technologie de l'information, en multimédia, en biotechnologie et en hydroélectricité<sup>2</sup>. Le Québec est la sixième puissance en ce qui concerne l'aéronautique. Dans l'économie canadienne, le Québec représente 50% des technologies de l'information, 50% de la production spatiale, 45% de l'industrie pharmaceutique, 40% des entreprises en biotechnologie, 38% des exportations canadiennes de haute technologie. En ce qui concerne les nouvelles technologies, le Québec compte 3 400 entreprises dont une centaine de multinationales. Il est un des chefs de file dans la téléphonie cellulaire, la

transmission sans fil, la fibre optique et le multimédia. De plus, selon la revue américaine *Wired*, Montréal est du nombre des meilleures villes high-tech du monde. Québec inc. devient Québec.com.

Depuis 1988, les exportations du Québec à destination des États-Unis ont fait un bond de 163% ce qui rend l'économie québécoise beaucoup moins intégrée dans l'économie canadienne. Les États-Unis, première puissance mondiale, sont le principal partenaire commercial du Québec. En 1996, le PNB du Québec était supérieur à celui du Danemark et de la Norvège et équivalait à celui de la Finlande et de la Nouvelle-Zélande réunis<sup>3</sup>. Selon Jean-François Lisée, ancien conseiller de Jacques Parizeau et de Lucien Bouchard, le « grand bond des exportations fait en sorte que le Québec livre aujourd'hui hors de ses frontières près de 60% de ce qu'il produit, ce qui le place parmi les cinq économies industrielles les plus « mondialisées » qui soient »<sup>4</sup>. Pas mal pour une nation qui était appelée à disparaître...

#### LA REPRÉSENTATION DES PETITES NATIONS EN SCIENCES SOCIALES

Les représentations classiques des relations internationales et de la politique comparée n'ont jamais fait la part belle aux petites nations comme le Québec, l'Écosse ou la Catalogne. Les différentes approches des relations internationales (réaliste, libérale, système-monde) tenaient pour quantité négligeable ces acteurs. Kenneth Waltz, associé au réalisme pur et dur, disait par exemple que personne ne s'intéresse au Danemark, sous-entendu que le Danemark n'est pas un joueur international important. Imaginez ce qu'il pense du Québec, de l'Écosse ou de la Catalogne dans ce contexte ! Malgré d'heureuses exceptions, la conception des internationalistes ou des spécialistes de la politique comparée est double en ce qui concerne les petites nations comme le Québec, l'Écosse ou la Catalogne : ils sont soit des acteurs sans importance soit des mouvements de révoltes contre la modernité nourris d'ethnicisme, de racisme et d'exclusion. Dans les deux cas, ces anomalies sont en sursis.

Prenons les thèses les plus populaires aux États-Unis ces dernières années. La plus connue est celle de Sam Huntington sur le « choc des civilisations ». Pour Huntington, le monde est divisé en huit grandes « civilisations » (occidentale, latino-américaine, islamique, chinoise, hindoue, orthodoxe, bouddhiste, japonaise). Il considère que les civilisations « déterminent les structures de cohésion, de désintégration et de conflits dans le monde d'après la guerre froide ». Adaptant ici le vieux concept d'équilibre des puissances, le vieux professeur de Harvard, nous annonce que les rapports de force entre ces civilisations change dans un sens qui n'est pas pour plaire aux Occidentaux. La civilisation asiatique est de plus en plus forte militairement

et politiquement et la civilisation islamique explose sur le plan démographique ce qui déstabilise les pays musulmans. Ces deux civilisations détestent les occidentaux. « Dans ce nouveau monde, nous dit Huntington, les conflits les plus étendus, les plus importants et les plus dangereux n'auront pas lieu entre classes sociales, entre riches et pauvres, entre groupes définis selon des critères économiques, mais entre peuples appartenant à différentes entités culturelles »<sup>5</sup>.

La thèse d'Huntington va, suite aux attentats du 11 septembre, avoir un second souffle malgré le florilège de critiques qui s'est abattu sur elle depuis la publication du premier article sur le sujet dans le magazine américain *Foreign Affairs*. L'objectif n'est pas de faire ici une autre critique de ce livre, d'autres l'ont fait avec beaucoup de force. Le problème essentiel en ce qui nous concerne est ce concept de civilisation porteur d'ordre et de légitimité qui rend incompréhensible la persistance du nationalisme au sein des petites nations. L'erreur de Sam Huntington est de postuler l'existence de vastes ensembles comme la « civilisation musulmane » ou la « civilisation occidentale ». Les terroristes du World Trade Centre et du Pentagone sont peut-être islamistes mais ce n'est pas une soi-disant civilisation islamique qui est en cause ici. C'est l'usage politique que ces terroristes ont fait de l'Islam. L'Islam, c'est plus d'un milliard de personnes et environ 50 États. Il existe ainsi plusieurs visions et usages politiques de la religion en terre d'Islam. Il faut faire le procès de l'utilisation politique qui a été faite de l'Islam par ces terroristes et non le procès de la culture islamique. Samuel Huntington fait la même erreur en ce qui concerne la « civilisation occidentale ». Une telle chose n'a de sens qu'au niveau métaphorique. Dans les faits, les conflits entre les acteurs de l'occident sont très nombreux. De plus, si une civilisation a ce degré de cohérence, comment se fait-il que l'on assiste à l'apparition de mouvements nationalistes subnationaux qui réclament plus d'autonomie ou parfois l'indépendance ? La plus grande erreur de Huntington est de réifier le concept de civilisation pour lui donner une logique quasi-organique. Si des pays comme le Canada, l'Espagne et la Grande-Bretagne, qui sont régis par des institutions étatiques, sont contestés de l'intérieur, imaginer les civilisations...

Cette dernière constatation nous amène au second ouvrage, celui de Francis Fukuyama, « La fin de l'Histoire et le dernier Homme »<sup>6</sup>. Ce livre, trop souvent mal compris, n'avance pas que l'histoire arrive à sa fin, ce qui impliquerait la fin des conflits dans le monde. Il ne soutient pas non plus la thèse selon laquelle, avec la fin du communisme, la démocratie va se répandre dans le monde comme une traînée de poudre. Le propos de Fukuyama est plus subtil. Son argumentation sur la fin de l'Histoire est essentiellement normative. Selon Fukuyama, à la fin du XX<sup>e</sup> siècle, la combinaison de la

démocratie libérale et du capitalisme est la meilleure combinaison possible pour répondre aux besoins fondamentaux de l'Homme. Les besoins fondamentaux de l'Homme sont doubles : les besoins matériels et spirituels c'est-à-dire la reconnaissance de l'individu. La thèse sur la fin de l'histoire signifie simplement que le système démocratique est le meilleur inventé depuis l'origine du monde, qu'il est supérieur à ses rivaux passés et certainement futurs comme le communisme, le fascisme, le fondamentalisme religieux, etc. Cette thèse, malgré son intérêt certain, a de nombreuses limites. En ce qui nous concerne, retenons simplement que Fukuyama sous-estime la fragmentation des pays causée par la mondialisation. Le retour des mouvements nationalistes subnationaux en est un exemple. Les démocraties sont peut-être les meilleurs régimes politiques, elles n'en sont pas moins contestées de l'intérieur par les petites nations...

Cette constatation nous amène à la troisième idée reçue dans la science politique, essentiellement américaine. Avec la mondialisation, les petits ensembles culturels seraient voués à disparaître. Ce qu'on appelait autrefois la modernisation et que l'on appelle de nos jours la mondialisation, semblait si irrémédiable que Karl Deutsch, un des premiers théoriciens du nationalisme, avançait avec conviction que la modernisation entraînerait la disparition progressive des particularismes ethniques ou régionaux. En effet, pour Deutsch, il ne faisait aucun doute que les groupes dominants allaient finir par assimiler les petits groupes. Les groupes périphériques qui participent à la vie sociale auraient été contraints de s'intégrer au groupe dominant ne serait-ce que pour travailler. L'assimilation aurait touché à terme tout le monde car le développement de réseaux de communication aurait été de plus en plus profond et inévitable<sup>7</sup>. L'idée était simple et elle s'est avérée être fautive. Elle est fautive car la modernisation ou la mondialisation va également faire en sorte d'augmenter la conscience culturelle que les groupes ont d'eux-mêmes en rendant leurs membres davantage conscients de leur différence et de leur fragilité<sup>8</sup>. Les entrepreneurs identitaires, du moins ceux qui en ont la capacité, vont ainsi réagir et se lancer dans une entreprise de construction de la nation comme ce fut le cas au Québec dans les années 1960.

Finalement, la dernière thèse est celle du « nouveau tribalisme », développée avec force, entre autres, par Michael Waltzer<sup>9</sup>. Résumée à son expression la plus caricaturale, on assisterait, selon Waltzer, au retour de mouvements nationalistes ethniques très vindicatifs. Cette thèse n'est pas nouvelle. En 1985, Martin S. Lipset avançait que les nationalismes subnationaux étaient des mouvements de « révoltes contre la modernité »<sup>10</sup>. Eric Hobsbawm avançait, pour sa part, en 1990 que les mouvements nationalistes subnationaux sont victimes de leur esprit de clocher et sont fondamentalement traditionalistes. C'est Michael Keating qui, je crois, résume le mieux ma

pensée face à ces thèses lorsqu'il écrit que : « certains de ceux qui les condamnent comme intrinsèquement réactionnaires [ces mouvements] étendent cet opprobre au nationalisme sous toutes ses formes, inconscients du fait que leur propre chauvinisme métropolitain est en contradiction avec les valeurs universelles et avec une perspective cosmopolite. Les historiens et autres auteurs attachés aux traditions de l'État-nation éprouvent souvent de grandes difficultés à s'abstraire de leur conditionnement culturel. Consciemment ou non, les spécialistes des sciences humaines du XIX<sup>e</sup> siècle ont largement contribué à légitimer les entreprises de l'État-nation »<sup>11</sup>. On suppose souvent que le nationalisme périphérique ou subnational est fondamentalement mauvais, qu'il est un obstacle à la modernité. Pourtant le nationalisme est un objet sociologique beaucoup complexe que ne le suggèrent ces auteurs.

Dans les années 1970, suite à la vague de décolonisation d'après-guerre, certains auteurs vont suggérer l'idée de « colonialisme interne » pour expliquer le développement de nationalismes subnationaux<sup>12</sup>. Malgré la force de cette thèse, l'auteur va devoir la corriger car certaines périphéries comme la Catalogne ou la Flandre sont plus développées que leur « centre ». De plus, dans le cas de l'Écosse et du Québec, il est difficile de soutenir qu'ils soient des périphéries de la Grande-Bretagne ou du Canada<sup>13</sup>.

Aujourd'hui, des auteurs comme Jane Jenson, de l'Université de Montréal<sup>14</sup> et Michael Keating<sup>15</sup> vont insister sur le rôle de la mondialisation dans les transformations de l'État-nation et la montée des mouvements nationalistes subnationaux. Alain Dieckhoff, du Centre d'études et de recherches internationales à Paris<sup>16</sup>, va, pour sa part, avancer que le réveil du nationalisme n'est pas le fait d'une éruption du tribalisme primitif mais plutôt d'une manifestation centrale de la modernité. Le Québec, l'Écosse et la Catalogne sont des exemples types de cette dernière tendance. La renaissance du nationalisme au Québec, en Écosse ou en Catalogne n'est pas le fruit d'un mouvement de révolte contre la modernité, pas plus que le fait d'un mouvement de contestation contre un présumé colonialisme interne. Le retour de ces mouvements nationalistes est lié à la mondialisation. La mondialisation n'a cependant pas créé le nationalisme québécois, écossais ou catalan; il existait auparavant. La mondialisation n'explique pas non plus l'attrait de l'indépendance pour les nationalistes, il existait auparavant. La mondialisation a simplement créé un double mouvement : les avantages de l'intégration dans un pays plus vaste diminuent substantiellement tout comme les obstacles à l'indépendance. Nous y reviendrons.

## LES MOUVEMENTS NATIONALISTES SUBNATIONAUX

Les mouvements nationalistes subnationaux sont des mouvements qui cherchent à assurer la reproduction de leur nation. Ce critère les différencie

des mouvements régionalistes qui cherchent plutôt à obtenir une égalité de traitement avec le centre. Ils vont prendre une grande diversité de forme liée aux différentes trajectoires historiques.

Le processus de construction politique des États-nations explique partiellement le cheminement des mouvements nationalistes subnationaux comme le Québec, l'Écosse et la Catalogne. En effet, en caricaturant, on peut affirmer que les centres de pouvoir, de ce qui allait devenir les États-nations (Belgique, Espagne, Angleterre, Canada), dont le développement et la survie ont dépendu de leur capacité à dominer par la force réelle ou symbolique des concurrents périphériques sur le futur territoire national, ont mis en œuvre des politiques stratégiques pour éradiquer les pôles de résistance comme le Québec, l'Écosse et la Catalogne dans l'ensemble canadien, britannique et espagnol. Ces stratégies pouvaient être négatives (interdiction de parler la langue de la nation, assassinat de leaders nationalistes, tentatives d'assimilation...) ou positives (politiques redistributives, quota fonction publique, décentralisation des pouvoirs).

Les avantages de faire partie d'un État-nation étaient considérables pour les membres de nations historiques comme le Québec, l'Écosse et la Catalogne. Ils avaient accès à un vaste marché pour leurs produits, ils bénéficiaient de la protection de l'État-territorial au niveau économique mais également militaire. L'indépendance était réputée impossible sans le soutien d'une grande puissance et risquait de se faire dans la douleur. La capacité d'organisation et de résistance de ces périphéries ou la faiblesse des centres leur ont permis de préserver ou de réinventer leur nation. Cependant, ils sont en position de faiblesse structurelle car le principe de souveraineté nationale et son corollaire de non-ingérence au niveau international les cantonnent dans des stratégies défensives afin de préserver l'identité du groupe.

Comment les mouvements nationalistes subnationaux ont-ils réussi à préserver leur nation ? Comment ont-ils réussi à résister aux pressions assimilatrices du centre ? Dans certains cas, les périphéries étaient hors de portée du centre (Galicie, Corse), dans d'autres, des institutions locales vont servir de protecteur à la nation (Québec, Catalogne, Écosse) car, contrairement à une idée fortement répandue, le nationalisme peut se développer en dehors d'un État porteur<sup>17</sup>. L'Église presbytérienne a, par exemple, joué un rôle très important dans le développement du nationalisme écossais tout comme l'Église catholique au Québec.

La menace externe la plus importante, mis à part un afflux massif d'immigrants venant du centre, est le développement de l'instruction publique dans la langue du centre. Les langues peu parlées à l'extérieur de la périphérie les rendaient particulièrement vulnérables comme ce fut le cas en Écosse et en Irlande. Les Catalans et les Flamands s'en sortiront mieux, même si

l'assimilation dans ces régions est importante. Le Québec s'en sort beaucoup mieux car le français est une langue internationale d'importance et a été vigoureusement défendue par l'élite locale.

Les tentatives d'assimilation ont souvent eu pour effet de réveiller les périphéries qui développeront ou renforceront, en réaction, des institutions concurrentes à celles du centre. Les institutions des périphéries peuvent jouer un rôle important. En Écosse, au Québec et Catalogne, par exemple, le type de droit pratiqué diverge de manière importante avec le droit au centre. L'impact de cela est que les avocats de la périphérie ne sont pas en compétition avec les avocats du centre. Tout cela favorise le développement d'une bourgeoisie « nationale ».

Les périphéries peuvent également bénéficier, dans certains cas, d'une certaine tolérance du centre pour la différence régionale. Cette tolérance est visible dans les structures administratives, dans la législation, dans le système électoral du pays. C'est le cas en Grande-Bretagne par opposition à la France jacobine. La démographie est également importante dans le jeu de relations de pouvoirs.

#### LA MONTÉE DES MOUVEMENTS NATIONALISTES SUBNATIONAUX

Comment expliquer le retour des nationalismes subnationaux des années 1960 à nos jours ? Tout d'abord, les changements provoqués par l'industrialisation et par l'urbanisation à partir du début du XX<sup>e</sup> siècle ont favorisé l'essor d'une classe moyenne qui aspirait au pouvoir afin de représenter et défendre les intérêts des siens. Avec la forte croissance d'après-guerre, on note l'apparition d'une classe moyenne, scientifique et intellectuelle, qui ne cherche plus simplement à reproduire la tradition et qui se sent frustrée, voire aliénée à cause de la trop forte présence de l'élite du centre. Les élites locales sont longtemps maintenues à l'écart des postes importants dans la fonction publique et ce, malgré leur diplôme.

Les élites des mouvements nationalistes subnationaux vont alors développer ou accentuer un discours nationaliste différent de celui de ceux qui favorisent le centre. Ces derniers ne le font pas simplement pour défendre leur intérêt de classe, mais par amour sincère de leur nation. Ils sont inquiets pour cette dernière, ils veulent qu'elle se développe et cherchent à mobiliser la population contre le centre hégémonique<sup>18</sup>. Il faut cependant admettre que cette aliénation n'est pas présente partout de la même façon. Elle est très forte en Catalogne à cause de la dictature franquiste, assez forte au Québec et beaucoup moins en Écosse.

Les mouvements nationalistes subnationaux se trouvaient dans une situation structurelle qui avait pour dénominateur commun qu'ils ne possédaient



pas les ressources suffisantes pour résister à la domination du centre. Selon Montserrat Guibernau, le nationalisme des mouvements nationalistes subnationaux est structurellement affecté par les facteurs suivants : 1) une forme de dépendance politique vis-à-vis du centre ; 2) un accès limité au pouvoir et aux ressources ; 3) des pouvoirs financiers limités et 4) une limitation pour le développement de politiques linguistiques et culturelles<sup>19</sup>.

Les mouvements nationalistes subnationaux vont devoir transformer leur propre culture afin de la rendre plus compétitive et plus apte pour lutter contre le phénomène d'acculturation. Afin de redevenir les égaux de « l'autre », ils vont devoir faire peau neuve et repenser leur identité nationale, leur nationalisme, les buts poursuivis au nom de la nation et les moyens pour y parvenir. C'est ce qui s'est passé au Québec à partir des années 1960, en Catalogne à partir de la fin des années 1970 et en Écosse à partir des années 1980. Le nationalisme québécois, catalan et écossais va tranquillement épouser la cause du libre-échange.

#### LES MOUVEMENTS NATIONALISTES SUBNATIONAUX ET LA MONDIALISATION

Quels sont les effets de la mondialisation sur les petites nations comme le Québec, l'Écosse et la Catalogne ? Comme nous l'avons souligné plus haut, la mondialisation provoque un double mouvement : les avantages d'être dans un État-multinational diminuent substantiellement alors que les obstacles qui rendent difficile ou impossible l'indépendance s'estompent progressivement. De plus, les processus de décentralisation octroient de nouvelles ressources aux acteurs subnationaux afin qu'ils puissent prendre en charge de plus en plus de questions politiques. Tout cela implique donc que :

1) Le processus de construction européenne et de l'ALENA jouent le jeu des nationalismes subnationaux comme le Québec, l'Écosse et la Catalogne. Le développement d'une vaste zone de libre-échange diminue les coûts de l'indépendance en donnant de nombreux débouchés pour les produits locaux, l'asphyxie économique est alors improbable. L'utilité d'être dans un cadre étatique multinational s'en trouve d'autant réduite. Le calcul des mouvements nationalistes subnationaux est que l'adhésion à l'ALENA pour le Québec et à l'Union européenne pour l'Écosse et la Catalogne vont considérablement diminuer les coûts de l'indépendance, si elle devient nécessaire. Les processus d'internationalisation ou de gouvernance globale diminuent les coûts liés à l'indépendance. En effet, le développement d'accords internationaux ou de régimes concernant le commerce mondial (OMC), les questions de sécurité militaire (OTAN), les questions de l'énergie, des ressources, etc., rendent possible l'indépendance.

2) Alors que la souveraineté du gouvernement central décline, les sociétés démocratiques sont de plus en plus disloquées et fragmentées politiquement, culturellement et linguistiquement. Les partis politiques, autrefois dominants, perdent de leur crédibilité et de leur support. Il y a peu de correspondance entre les partis provinciaux et les partis qui œuvrent sur la scène centrale, sauf s'ils font le relais des partis autonomistes comme le Bloc québécois.

3) La mondialisation implique une augmentation des coûts et un déclin des revenus de l'État. La mondialisation entraîne donc une diminution des dépenses de l'État-providence. En conséquence, le volume de ressources que l'État central peut redistribuer pour assurer la cohésion interne diminue. L'autonomie des gouvernements québécois, écossais et catalan se trouve également augmentée du fait des problèmes financiers auxquels font face les gouvernements centraux et du déclin de leur capacité à contrôler les activités des régions au moyen des paiements de transfert. À mesure que diminuent ces paiements, le gouvernement doit amoindrir les conditions qui s'y rattachent. Une conséquence importante de ces investissements publics était la solidification des liens nationaux grâce à la construction du concept de citoyen « universel ». La fin de cette époque implique que les citoyens, devenus individus, ont de moins en moins d'avantages matériels à faire partie d'un État-central. Les gouvernements centraux, en abaissant leurs dépenses sociales, diminuent significativement les avantages de l'intégration.

4) Le développement des nouvelles technologies permet même aux petits ensembles sociaux d'avoir une riche activité culturelle par la baisse des coûts de production de la télévision et du cinéma, par exemple.

5) En ce qui concerne les politiques extérieures des États-nations, un nombre grandissant de personnes considèrent que le problème de sécurité militaire n'en est plus un et que d'autres problèmes sont plus importants. En effet, les politiques de sécurité comme les crimes transfrontaliers, le trafic de narcotiques, l'immigration sont des sujets d'attention plus soutenus. Les autorités locales ou régionales ont l'impression qu'elles seraient plus efficaces que leur État-national. Les pressions se font fortes pour que l'État central délègue davantage ses pouvoirs en matière de politiques de sécurité.

6) Lors de la guerre froide, les questions de sécurité militaire interétatique primaient sur toutes les autres en politique étrangère. Aujourd'hui que les problèmes de sécurité économique sont largement plus importants, l'intérêt national devient de plus en plus dur à définir, ce qui rend difficile le ralliement. De plus, les intérêts économiques sont plus souvent locaux ou régionaux, ce qui rend délicates les actions du gouvernement central. Certains diront que les coûts de défense pour un petit État sont si prohibitifs

qu'ils rendent impossible la constitution d'une armée écossaise. En réalité, les faits démontrent que les petits pays dépendent moins en pourcentage du PBI que ne le font les grands pays. Les États-Unis ou la France dépendent plus en pourcentage du PIB que ne le font le Danemark et le Portugal<sup>20</sup>.

7) Les métropoles et les régions ont désormais plus de responsabilités et de plus gros budgets. Elles ont aujourd'hui développé des bureaucraties professionnelles compétentes qui seraient, selon toute vraisemblance, capables d'assumer des responsabilités de plus en plus grandes, comme celles d'un pays souverain par exemple.

8) Aujourd'hui, au lieu de travailler avec leur capitale nationale, les régions et les villes d'Europe tissent des liens directement dans l'économie globale. Les mouvements nationalistes subnationaux en Europe ont l'impression d'être mieux souvent acceptés par Bruxelles que par leur gouvernement national. La plupart des leaders régionaux sont pro-européens, ils cherchent même à établir des liens directs avec le monde extérieur court-circuitant leur capitale nationale. Une plus grande intégration européenne va favoriser une plus grande participation des régions d'Europe et des mouvements subnationaux sur la scène politique internationale.

9) Les coûts de transition vers l'indépendance sont de moins en moins importants. Dans une étude importante publiée dans *The Quarterly Journal of Economics* de l'Université Harvard, Alberto Alesina et Enrico Spolaore ont démontré que plus un pays est intégré dans l'économie internationale, plus faibles sont les coûts pour un groupe ou une région de faire sécession<sup>21</sup>. Cette tendance semble être de mieux en mieux comprise par la population québécoise, écossaise et catalane. Le changement de perspective est très important.

10) Finalement, on sait aujourd'hui que les petits pays sont des entités plus fonctionnelles au niveau économique que l'État-nation<sup>22</sup>. Dans les périodes précédentes, les petits marchés n'étaient pas viables économiquement sans une participation dans un ensemble économique plus vaste. L'ouverture des marchés et la multiplication des traités du libre-échange assurent ou rassurent sur la viabilité économique des petits États. Il semble même aujourd'hui que ces petites entités réussissent mieux que les grosses car elles savent mieux s'adapter aux changements de climat économique. En diminuant la dépendance des petites nations vis-à-vis de l'État-nation, la mondialisation économique diminue les coûts de sortie, pour utiliser l'expression d'Albert Hirschmann<sup>23</sup>.

Les effets de la mondialisation vont provoquer un changement de nature du nationalisme écossais. Le nationalisme québécois, écossais et catalan est aujourd'hui libre-échangiste et de projection. Ce nouveau nationalisme, selon l'expression de Michael Keating, peut en dérouter plusieurs tant il ne

correspond pas aux théories conventionnelles du nationalisme. En effet, la vaste majorité des spécialistes du nationalisme ont établi une relation étroite entre nationalisme et protectionnisme. Mais, depuis une vingtaine d'années, ces nationalismes se sont considérablement transformés sous les effets de la mondialisation. Plus encore, les nationalistes écossais ne constatent pas passivement la mondialisation, ils en sont les promoteurs en supportant le développement de l'intégration européenne et la libéralisation des échanges.

Les processus d'intégration vont également avoir un impact notable sur le développement de paradiplomaties par les mouvements nationalistes subnationaux. En Europe par exemple, même si les mouvements nationalistes subnationaux n'ont pas la même conception de l'Europe, il leur arrive cependant de faire alliance au niveau européen afin de mettre de l'avant une revendication particulière. Le processus d'intégration européenne va en effet favoriser le développement d'organisations nationalistes transnationales. Ces organisations sont présentées par Peter Lynch comme étant le fruit de deux conjonctures : une réponse à l'intégration européenne et un support des partis autonomistes pour « l'indépendance dans l'Europe ou une Europe des régions »<sup>24</sup>. Les mouvements nationalistes subnationaux s'unissent en regroupement politique au niveau européen, ce qui leur permet d'obtenir un statut politique et des ressources financières. Ce type de regroupement était limité en Europe avant les années 1980, c'est-à-dire avant le « European Free Alliance ». Le Comité des Régions, institué par le Traité de Maastricht, va également favoriser le développement de liens transnationaux entre mouvements nationalistes subnationaux. Au Québec, le gouvernement québécois va développer à partir des années 1960 une politique étrangère qui s'était fixée, entre autres, comme objectif d'aller chercher à l'international les ressources qui lui faisaient défaut. En France, on est allé chercher des ressources intellectuelles et aux États-Unis des ressources financières. Les projets hydroélectriques au Québec ont été financés par Wall Street ce qui a permis au gouvernement québécois de gagner en indépendance vis-à-vis des syndicats financiers de la rue Saint-Jacques à Montréal et du gouvernement fédéral. Les grands projets hydroélectriques ont également transformé la psychologie de la nation. Les porteurs d'eau devenaient des constructeurs de barrages qui impressionnent le monde entier.

La montée des mouvements nationalistes subnationaux au Québec, en Écosse et en Catalogne est finalement particulièrement paradoxale. En effet, le nationalisme des mouvements nationalistes subnationaux s'exprime avec le plus de force au moment où les grandes différences socioculturelles entre les nations se sont estompées. Tous les indicateurs montrent, en effet, une très forte convergence entre les Québécois et les Canadiens, entre les Écossais et les Anglais et entre les Catalans et les Castillans. Le taux d'urbanisation et

les pratiques de consommation sont quasiment identiques. Au niveau de la pratique religieuse, les différences ne sont plus significatives. Au niveau de la natalité et du taux de divorce, les habitudes sont similaires. Au niveau sociopolitique, les Écossais et les Québécois se disent plus à gauche mais la différence n'est, là encore, pas très sensible.

## CONCLUSION

En conclusion, on peut affirmer qu'en Occident, la mondialisation vient diminuer les avantages de l'intégration tout en diminuant les obstacles vers l'indépendance. Cela n'implique pas que tous les mouvements nationalistes subnationaux vont agir de la même façon, cela dépend des choix stratégiques des acteurs collectifs et de contraintes particulières liées à l'histoire, mais on peut affirmer sans hésitation que leur répertoire d'action s'est considérablement agrandi. Le Québec, l'Écosse ou la Catalogne sont des petites nations qui ne sont pas prêtes de disparaître et qui se sont considérablement développées.

Le Québec, l'Écosse et la Catalogne peuvent être considérés comme des sociétés globales car, à l'intérieur d'un État-territorial souverain, ces ensembles politiques forment des sociétés complètes, distinctes et dotées d'une culture propre. Ces sociétés sont, nous dit Alain Dieckhoff, « civiles et civiques dans la mesure où elles comportent un espace social autonome où les individus poursuivent leurs intérêts privés et un espace politique propre où ils participent au gouvernement de la cité »<sup>25</sup>. La société civile au sein de ces sociétés repose sur un pluralisme associatif très important ainsi que sur un réseau d'entreprises et une vie économique intense qui favorise l'esprit communautaire. La vie civique s'inscrit au sein d'un territoire précis, celui de la petite nation, ce qui favorise l'institutionnalisation d'un espace démocratique. Cet espace est le lieu de débats politiques distincts. Cet espace politique est également constitué de formations politiques qui limitent leurs actions au territoire de la nation-sans-État. Ces partis, comme le Parti québécois (PQ) au Québec, le *Convergència i Unió* (CiU) en Catalogne ou le *Scottish National Party* (SNP) en Écosse, peuvent chercher à influencer la politique sur la scène politique du pays dans lequel ils se trouvent. Le Bloc québécois va souvent servir de relais de transmission des revendications du Parti québécois. En Espagne, le système partisan rend difficile l'obtention d'une majorité au parlement. Les partis régionalistes comme le CiU vont monnayer leur appui au gouvernement central en échange d'avantages pour leur nation.

Il faut ainsi se garder de l'illusion de l'uniformité. Chaque mouvement est différent même s'ils doivent tous réagir à la mondialisation. Nous pouvons

cependant, suivant les thèses de David McCrone, dresser un certain nombre de points communs aux mouvements nationalistes subnationaux au Québec, en Écosse et en Catalogne :

1) Ces mouvements prennent forme au sein de sociétés civiles cohérentes. Ils ne constituent pas des pays souverains mais bénéficient de larges mesures d'autonomie ;

2) Dans chacun des cas qui nous intéressent, une emphase particulière est mise sur un discours plus civique qu'ethnique de la nation. La territorialité est plus importante que les liens de sang présumés ;

3) Les citoyens qui vivent au sein de ces communautés se sont développés des identités multiples. La fiction d'une allégeance unique ou prioritaire à un État est dépassée. Les Québécois se disent également Canadiens français, Canadiens, Nord-américains. Les Écossais sont également Britanniques et Européens tout comme les Catalans sont Espagnols et Européens. Les citoyens jouent sur leurs multiples identités en fonction des circonstances ;

4) La montée des mouvements nationalistes subnationaux tend à se concrétiser dans des régions relativement riches plutôt que dans les régions pauvres. Ces mouvements ne sont pas des colonies de l'intérieur ;

5) Les mouvements nationalistes subnationaux sont généralement plus progressistes politiquement et économiquement que réactionnaires. Ils ne sont pas des révoltes contre la modernité ;

6) Différents éléments idéologiques contradictoires sont intégrés dans le discours politique afin de mobiliser la population. On est à la fois pour la mondialisation et l'État-providence ; on fait référence au passé et au futur ; on mélange un discours ethnique et civique de la nation ; on est corporatiste et néo-libéral, séparatiste et autonomiste, etc. La confusion apparente dans le discours est imputable au fait que les supporteurs des idées nationalistes se retrouvent dans toutes les couches et tous les milieux de la société. Ces électeurs potentiels peuvent être également très versatiles. Les mouvements nationalistes subnationaux ne sont pas des mouvements « bourgeois » comme on en trouvait au XIX<sup>e</sup> siècle en Europe ;

7) Ces partis ou mouvements politiques sont des créations assez récentes, c'est-à-dire de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Le Parti québécois, le Scottish National Party et le Convergència i Unió sont, dans leur genèse, des créations contemporaines ;

8) Ces mouvements cultivent une ambiguïté sur leurs objectifs. Cherchent-ils l'indépendance ou plus d'autonomie ? Des formules politiques ambivalentes sont utilisées dans les débats politiques : le concept de souveraineté-association ou de souveraineté-partenariat au Québec, de Home Rule en Écosse ou d'autonomie en Catalogne ;

9) Enfin, le pouvoir politique est à géométrie variable. Les débats politiques prennent place au niveau de la nation, de l'État-territorial et au niveau de l'ensemble continental que ce soit l'UE ou l'ALENA<sup>26</sup>.

#### NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Gérard Bouchard, *La nation québécoise au futur et au passé*, Montréal, VLB éditeur, 1999, p. 63.
2. Jean-François Lisée, *Sortie de Secours*, Montréal, Boréal, 2000, p. 21.
3. Claude Bariteau, *Québec, 18 septembre 2001*, Montréal, Québec/Amérique, 1998, p. 50.
4. Lisée, *op. cit.*, p. 23.
5. Samuel P. Huntington, *Le Choc des civilisations*, Paris, Poche Odile Jacob, 2000, p. 23.
6. Francis Fukuyama, *The End of History and the Last Man*, London, Hamish Hamilton, 1992.
7. Karl Deutsch, *Nationalism and social communication – An inquiry into the foundation of nationality*, Cambridge (Mass.), MIT Press, 1969, p. 162.
8. Connor tel que cité dans : Christophe Jaffrelot, « Les modèles explicatifs de l'origine des nations et du nationalisme, revue critique », dans Gil Delannoi et Paul-André Taguieff (dir.), *Théories du nationalisme. Nation, nationalité, ethnicité*, Paris, Éditions Kimé, 1991, p. 145.
9. Michael Waltzer, « The new tribalism: note on a difficult problem » dans *Dissent*, 39, 1992, p. 164 et suivantes.
10. Martin S. Lipset, « The revolt against modernity » dans *Consensus and Conflict. Essays in Political Sociology*, New Brunswick, Transaction, 1985.
11. Michael Keating, *Les défis du nationalisme moderne, Québec, Catalogne, Écosse*, Montréal et Bruxelles, Les Presses de l'Université de Montréal et les Presses inter universitaires européennes, 1997, p. 36.
12. Michael Hechter, *Internal Colonialism: The Celtic Fringe in British National Development, 1536-1966*, Londres, Routledge & Kegan Paul, 1975.
13. Michael Hechter et Margaret Levi, « The Comparative Analysis of Ethnoregional Movements » dans *Ethnic and Racial Studies*, 2/3, 1979.
14. Jane Jenson, « Mapping, naming and remembering: globalization at the end of the twentieth century » dans *Review of International Political Economy*, vol. 2, no. 1, hiver 1995.
15. Michael Keating, *op. cit.*
16. Alain Dieckhoff, *La nation dans tous ses États. Les identités nationales en mouvements*, Paris, Flammarion, 2000.

17. David McCrone, *The Sociology of Nationalism*. Londres, Routledge, 1998.
18. Montserrat Guibernau, *Nations without States, Political Communities in a global age*, Cambridge, Polity Press, 1999.
19. *Ibid.*, p.26
20. Michael Lind, « In Defense of Liberal Nationalism » dans *Foreign Affairs*, vol. 73, no. 3, 1994, p. 93.
21. Alberto Alesina et Enrico Spolaore, « On the Number and Size of Nations » dans *The Quarterly Journal of Economics*, volume CXII, no. 4, novembre 1997, p. 1027.
22. Kenichi Ohmae, *De l'État-nation aux États-Régions*, Paris, Dunod, 1996.
23. Marc Holitscher and Roy Suter, « The Paradox of Economic Globalisation and Political Fragmentation: Secessionist Movements in Quebec and Scotland » dans *Global Society*, vol. 13, no. 3, 1999, p. 261.
24. Peter Lynch, *Minority Nationalism and European Integration*, Cardiff, University of Wales Press, 1996, p. 135.
25. Alain Dieckhoff, *op. cit.*, p. 216.
26. David McCrone, *The Sociology of Nationalism*, Londres, Routledge, 1998.